

Considérant que, pour ces motifs, il faut adapter d'urgence la liste des secteurs jointe en annexe à l'arrêté du Gouvernement flamand du 10 octobre 2003 portant octroi d'aides aux petites et moyennes entreprises pour des investissements réalisés en Région flamande,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** En exécution de l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 10 octobre 2003 portant octroi d'aides aux petites et moyennes entreprises pour des investissements réalisés en Région flamande, les secteurs suivants sont insérés dans l'annexe au présent arrêté :

Code NACE	Description
16000	Industrie du tabac
61200	Transports fluviaux
85120	Pratique médicale
85130	Pratique dentaire
85141	Laboratoires médicaux
85142	Ambulances
85143	Activités paramédicales, à l'exclusion des kinésithérapeutes
85144	Kinésithérapeutes
85146	Autres activités relatives aux soins de santé n.d.a.
85200	Activités vétérinaires

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2004.

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> avril 2004.

P. CEYSENS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 1666

[C — 2004/29129]

#### 31 MARS 2004. — Décret relatif à l'adoption (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### TITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions préliminaires

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, on entend par :

- 1° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;
- 2° administration : l'administration de la Communauté française qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions;
- 3° l'A.C.C. : l'autorité centrale communautaire;
- 4° candidat adoptant : l'adoptant, tel que défini à l'article 343, § 1<sup>er</sup>, a), du Code civil, qui entame ou est en cours de procédure pour adopter un enfant né en Belgique ou à l'étranger;
- 5° adoptant : l'adoptant, tel que défini à l'article 343, § 1<sup>er</sup>, a), du Code civil, qui a adopté un enfant né en Belgique ou à l'étranger;
- 6° enfant : personne âgée de moins de 18 ans;
- 7° organisme d'adoption : toute personne morale de droit public ou privé agréée en vertu du présent décret en tant qu'intermédiaire à l'adoption;
- 8° adoption internationale : toute adoption impliquant le déplacement international d'un enfant tel que visé à l'article 360-2 du Code civil;
- 9° adoption interne : toute adoption n'impliquant pas le déplacement international d'un enfant;
- 10° apparentement : processus aboutissant à proposer, pour un enfant déterminé, une famille adoptive qui présente des aptitudes répondant aux besoins, caractéristiques et vécu de cet enfant.

**Art. 2.** Toute personne qui contribue à l'application du présent décret est tenue au secret professionnel défini dans le cadre du Code de déontologie de l'aide à la jeunesse adopté en vertu du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

**TITRE II. — Le Conseil supérieur de l'adoption**

**Art. 3.** Il est créé auprès du Gouvernement un conseil supérieur de l'adoption, ci-après dénommé le conseil supérieur.

Le conseil supérieur formule d'initiative ou à la demande du Gouvernement, tout avis, proposition ou recommandation dans le domaine de l'adoption.

L'avis du conseil supérieur demandé par le Gouvernement doit être transmis dans un délai ne dépassant pas soixante jours. Ce délai prend cours à la réception de la demande d'avis par le secrétariat du conseil supérieur. Passé ce délai, l'avis n'est plus requis pour qu'une décision soit prise.

**Art. 4.** Le conseil supérieur se compose des membres suivants, ayant voix délibérative, nommés par le Gouvernement pour une période de quatre ans renouvelable :

- 1° trois délégués de la ou des fédérations représentatives des organismes d'adoption;
- 2° quatre experts dans le domaine de l'adoption;
- 3° un délégué des adoptants;
- 4° un délégué des adoptés;
- 5° un délégué du conseil communautaire de l'aide à la jeunesse;
- 6° un délégué des conseillers et directeurs de l'aide à la jeunesse.

Sont invités aux réunions du conseil supérieur avec voix consultative :

- 1° le ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions ou son délégué;
- 2° deux membres du personnel de l'A.C.C.;
- 3° le délégué général aux droits de l'enfant ou son délégué;
- 4° un délégué de l'autorité centrale fédérale compétente en matière d'adoption;
- 5° un délégué du service public fédéral des Affaires étrangères;
- 6° un délégué de l'union francophone des magistrats de la jeunesse.

**Art. 5.** Le Gouvernement désigne le président et le vice-président parmi les membres du conseil supérieur ayant voix délibérative. Ces mandats sont incompatibles avec la qualité de membre du personnel de la Communauté française ou d'un de ses organismes d'intérêt public.

Le président et le vice-président :

- 1° préparent les séances du conseil supérieur et des groupes de travail;
- 2° assurent la représentation extérieure du conseil supérieur;
- 3° garantissent la transmission des avis du conseil supérieur;
- 4° invitent, si nécessaire, toute personne pouvant éclairer la commission sur un aspect particulier de l'ordre du jour.

**Art. 6.** Tout membre qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire. Il est remplacé par une personne désignée selon les mêmes conditions pour achever son mandat.

Est également réputé démissionnaire le membre qui, sans justification préalable, est absent à plus de la moitié des séances annuelles du conseil supérieur.

**Art. 7.** Un membre du personnel de l'A.C.C. assure le secrétariat du conseil supérieur.

**Art. 8.** Le conseil supérieur établit tous les deux ans, avant le 1<sup>er</sup> mai, un rapport d'activités. Celui-ci est communiqué au Gouvernement, qui le transmet au Conseil de la Communauté française.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le conseil supérieur se réunit au moins deux fois par année civile, sur convocation du président.

Celui-ci doit convoquer le conseil supérieur si le Gouvernement ou un tiers au moins des membres ayant voix délibérative le demandent.

§ 2. La présence d'au moins la moitié des membres ayant voix délibérative est requise pour que le conseil supérieur puisse délibérer valablement. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion est convoquée dans les dix jours ouvrables avec le même ordre du jour.

Dans ce cas, le conseil supérieur siège valablement quel que soit le nombre de membres ayant voix délibérative présents.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ayant voix délibérative.

**Art. 10.** Dans les deux mois de son installation, le conseil supérieur adopte un règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

**Art. 11.** Le Gouvernement fixe les jetons de présence et les indemnités de parcours auxquels peuvent prétendre les membres du conseil supérieur.

**TITRE III — L'autorité pour l'adoption en Communauté française**

**Art. 12.** Le Gouvernement désigne une autorité centrale communautaire ayant pour mission, dans le cadre du présent décret :

- 1° d'assurer et de diffuser l'information sur l'adoption et son processus en Communauté française;
- 2° d'organiser la préparation des candidats adoptants;
- 3° d'encadrer, de coordonner, de contrôler et d'évaluer les organismes d'adoption;
- 4° de collaborer avec toute autorité belge ou étrangère compétente pour l'adoption interne ou pour l'adoption internationale;

- 5° de transmettre les informations recueillies par les organismes d'adoption conformément aux articles 29 alinéa 2, 31 § 2 et 48, lorsque la Communauté est consultée dans le cadre des articles 1231-6, 1231-29 et 1231-35 du Code judiciaire;
- 6° de veiller à ce que le suivi des enfants adoptés et des adoptants soit assuré;
- 7° de veiller à assurer la conservation des informations relatives aux origines des enfants adoptés, notamment celles contenues dans le dossier individuel visé à l'article 14, 2°, et à en garantir l'accès;
- 8° d'établir avec toute instance internationale, fédérale, communautaire, régionale ou locale, de droit public ou privé, les collaborations nécessaires à l'accomplissement de ses missions;
- 9° de promouvoir les relations avec toute autorité belge et étrangère compétente en matière d'adoption;
- 10° de remplir toute autre mission imposée par le présent décret ou mentionnée dans la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption;
- 11° d'établir avant le 1<sup>er</sup> mai de chaque année un rapport d'activités communiqué au Gouvernement qui le transmet au Conseil de la Communauté française.

#### TITRE IV. — Les organismes d'adoption

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — L'agrément

**Art. 13.** Pour être agréé en tant qu'organisme d'adoption, les conditions suivantes doivent être remplies :

- 1° être constitué sous la forme d'une association sans but lucratif, d'une association internationale sans but lucratif, ou être une personne morale de droit public;
- 2° avoir son siège sur le territoire de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 3° inscrire son mode de travail et sa philosophie dans le cadre du respect de l'intérêt supérieur de l'enfant et des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit belge et international;
- 4° remplir les missions fixées au Titre V, Chapitre II, Section 2 et Section 3 et aux Titres VI et VII;
- 5° s'engager à respecter les obligations suivantes :
  - a) comprendre un coordinateur et une équipe pluridisciplinaire composée d'au moins un assistant social, un licencié en psychologie et un docteur en médecine;
  - b) satisfaire aux conditions fixées par le Gouvernement concernant son infrastructure et ses modalités de fonctionnement;
  - c) être dirigé et géré par des personnes qualifiées pour leur intégrité morale et leur formation ou expérience dans le domaine de l'adoption.

**Art. 14.** Pour conserver son agrément, un organisme d'adoption doit, outre le respect des conditions visées à l'article 13 :

- 1° conclure avec les candidats adoptants la convention visée aux articles 33, § 2 et 37, § 2; cette convention précise les obligations de l'organisme et des candidats pendant le déroulement de la procédure d'apparement et d'adoption et pour la réalisation des suivis postadoptifs, les détails des différents types de frais que les candidats seront amenés à exposer, et les modalités de résiliation de la convention; le Gouvernement fixe le modèle de cette convention;
- 2° tenir pour chaque candidat adoptant et chaque enfant proposé à l'adoption, un dossier individuel dont le modèle est fixé par le Gouvernement;
- 3° permettre l'accès aux dossiers individuels aux fonctionnaires de l'A.C.C., sans préjudice des dispositions relatives au secret professionnel;
- 4° signaler à l'A.C.C., dans les quinze jours, tout changement dans la composition de l'organe de gestion ou du personnel de l'organisme d'adoption;
- 5° transmettre à l'A.C.C. la copie des informations relatives à chaque enfant proposé à l'adoption;
- 6° transmettre à l'A.C.C., à la fin de chaque trimestre, une copie de ses listes d'attente relatives à l'élaboration du projet d'adoption et à l'apparement;
- 7° transmettre à l'A.C.C. à la fin du premier trimestre de chaque année, un rapport d'activités dont le Gouvernement fixe le modèle;
- 8° justifier l'utilisation des sommes reçues, notamment au moyen du document dont le Gouvernement fixe le modèle;
- 9° accepter d'être inspecté au moins une fois par an par des fonctionnaires de l'administration;
- 10° porter à la connaissance de l'A.C.C. tout événement grave qui a des répercussions sur l'organisme d'adoption;
- 11° porter à la connaissance de l'A.C.C. toute convention visée aux articles 33, § 2 et 37, § 2, et toute modification à celle-ci;
- 12° chaque fois qu'une situation individuelle le requiert, recourir aux services de consultants spécialisés dans le domaine juridique et psychothérapeutique;
- 13° faire suivre aux membres de l'équipe pluridisciplinaire et aux autres membres de son personnel les formations continuées organisées par l'A.C.C.;
- 14° faire superviser les membres de son équipe pluridisciplinaire par une personne ou un service spécialisé en la matière;
- 15° participer aux réunions de coordination organisées par l'A.C.C.

**Art. 15.** L'association sans but lucratif, l'association internationale sans but lucratif ou la personne morale de droit public qui souhaite obtenir son agrément en tant qu'intermédiaire à l'adoption peut demander son agrément pour l'adoption interne, pour l'adoption internationale ou pour les deux.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de renouvellement et de retrait d'agrément des organismes d'adoption.

Les procédures prévoient, au moins :

- 1° les modalités d'introduction de la demande d'octroi et de renouvellement d'agrément;
- 2° les modalités de forme et de délai et les conditions selon lesquelles doivent être prises les décisions d'octroi, de renouvellement, de refus ou de retrait d'agrément, après avis de la commission d'agrément visée à l'article 46 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse; l'agrément peut être retiré lorsque l'organisme ne remplit plus une ou plusieurs des conditions visées aux articles 13 et 14;
- 3° les modalités et conditions de suspension de l'octroi des subventions; l'octroi des subventions peut être suspendu lorsque l'organisme ne remplit pas ou plus les conditions visées à l'article 14, 3°, 8° et 9°, ou dans le cadre de la procédure de retrait d'agrément;
- 4° la possibilité d'introduire un recours contre les décisions de refus ou de retrait d'agrément et de renouvellement d'agrément et contre les décisions de suspension des subventions, les modalités de ce recours et la possibilité pour le demandeur d'être entendu lors de recours.

L'agrément est octroyé pour une durée de cinq ans, renouvelable.

Lorsque la commission d'agrément est appelée à émettre un avis conformément à l'alinéa 3, 2°, un deuxième représentant des organismes d'adoption et un membre du conseil supérieur de l'adoption, désignés par le Gouvernement, siègent également avec voix délibérative, en plus du représentant des organismes d'adoption visé au § 1<sup>er</sup>, 10°, de l'article 46 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

#### CHAPITRE II. — *Le subventionnement*

**Art. 16.** Dans les limites des crédits disponibles, le Gouvernement fixe le montant des subventions allouées aux organismes d'adoption.

Ces subventions couvrent des frais de personnel, de fonctionnement et des frais liés à la réalisation des évaluations des projets d'adoption, ainsi que des frais liés soit au travail avec les familles d'origine pour les organismes d'adoption interne, soit à l'établissement et au maintien des relations avec les autorités compétentes et les collaborateurs des pays étrangers ou des entités territoriales des pays étrangers pour les organismes d'adoption internationale.

#### CHAPITRE III — *Les collaborations à l'étranger*

**Art. 17.** L'organisme d'adoption qui souhaite initier une collaboration à l'étranger introduit une demande, sous pli recommandé, auprès de l'A.C.C.

Il y joint les documents suivants :

- 1° une traduction en langue française de la législation en matière d'adoption en vigueur dans le pays ou l'entité territoriale du pays concerné;
- 2° l'identification des autorités compétentes en matière d'adoption dans le pays ou dans l'entité territoriale du pays concerné ainsi que l'identité de toute institution, association ou personne amenées à collaborer avec l'organisme, ci-après dénommées « collaborateurs »;
- 3° un projet de convention avec ses collaborateurs dans le pays ou dans l'entité territoriale du pays concerné; outre les modalités de fonctionnement, cette convention doit prévoir l'obligation pour les collaborateurs de respecter les principes de la Convention de La Haye; le Gouvernement fixe le modèle de cette convention;
- 4° un questionnaire complété concernant le pays ou l'entité territoriale du pays concerné dont le modèle est fixé par le Gouvernement;
- 5° un rapport de mission dans le pays ou dans l'entité territoriale du pays concerné;
- 6° tout autre document utile.

**Art. 18.** L'A.C.C. examine la demande visée à l'article 17 et vérifie notamment :

- 1° si les autorités et collaborateurs visés à l'article 17, 2°, respectent la loi applicable, l'intérêt supérieur de l'enfant et les droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit belge, dans le droit du pays ou de l'entité territoriale du pays concerné et en droit international ainsi que le principe de la subsidiarité de l'adoption internationale défini à l'article 21 de la Convention relative aux droits de l'enfant adoptée à New York le 29 novembre 1989;
- 2° si la demande répond aux besoins du pays étranger ou de l'entité territoriale du pays étranger avec lequel le demandeur souhaite collaborer.

Dans les six mois de la réception de la demande, l'A.C.C. transmet son avis sur cette demande au Gouvernement.

Dans les trois mois qui suivent la réception de l'avis de l'A.C.C., le Gouvernement marque soit son accord, soit l'assortit, le cas échéant, de conditions ou de réserves, soit refuse la demande.

**Art. 19.** L'organisme d'adoption répond du respect, par ses collaborateurs à l'étranger, des conditions visées à l'article 18, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°

Il veille à l'information et à la formation de ses collaborateurs à l'étranger, notamment ce qui concerne les dispositions du présent décret.

**Art. 20.** Au cas où l'organisme d'adoption ne répond plus aux dispositions prévues à l'article 19 ou si la situation dans le pays étranger ou l'entité territoriale du pays étranger le justifie, le Gouvernement peut décider, sur base d'un avis de l'A.C.C., de suspendre l'accord donné conformément à l'article 18 ou de mettre des conditions supplémentaires à la poursuite de la collaboration autorisée.

Le Gouvernement prend une décision définitive après avoir reçu un rapport écrit de l'A.C.C., qui entend l'organisme d'adoption.

TITRE V. — *La préparation à l'adoption*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Généralités*

**Art. 21.** L'A.C.C. assure et diffuse les informations générales concernant l'adoption et son processus en Communauté française.

Dans ce cadre, l'A.C.C. transmet aux candidats adoptants qui en font la demande un formulaire d'inscription aux cycles de préparation.

**Art. 22.** Les cycles de préparation comprennent les trois phases suivantes :

- 1° l'information des candidats adoptants sur les aspects juridiques, contextuels, culturels, éthiques et humains de l'adoption, ci-après dénommée « information »;
- 2° la sensibilisation des candidats adoptants aux enjeux psychologiques, familiaux et relationnels de l'adoption, ci-après dénommée « sensibilisation »;
- 3° l'élaboration, avec les candidats adoptants, de leur projet d'adoption tenant compte des incidences juridiques, psychologiques, familiales et relationnelles de ce projet sur leur vie et celle de l'enfant à adopter, ci-après dénommée « élaboration du projet d'adoption ».

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Un cycle de préparation comprend au moins :

- 1° dans le cadre de l'information, un module de dix heures au total regroupant maximum vingt couples ou personnes par module;
- 2° dans le cadre de la sensibilisation, un module de quatorze heures au total regroupant maximum dix couples ou personnes par module;
- 3° dans le cadre de l'élaboration du projet d'adoption, un module de cinq entretiens individualisés.

§ 2. Les différentes étapes du cycle de préparation doivent avoir été suivies par les candidats adoptants dans un délai de huit mois à dater de la première participation au module d'information visé au § 1<sup>er</sup>, 1°. A la demande des candidats adoptants, ce délai peut être prolongé jusqu'à un maximum de vingt-quatre mois.

S'ils sont mariés ou cohabitants, les candidats adoptants doivent participer ensemble aux différentes étapes du cycle de préparation.

Toute demande de dérogation doit être adressée par écrit par les candidats adoptants à l'A.C.C.

§ 3. Le Gouvernement fixe les critères liés aux revenus, les montants et les modalités de versement des frais dus par les candidats adoptants pour leur participation aux différentes étapes du cycle de préparation.

**Art. 24.** L'A.C.C. peut mettre en place un cycle spécifique de préparation pour les candidats adoptants qui ont déjà bénéficié d'une préparation organisée par la Communauté française dans le cadre d'une adoption réalisée antérieurement.

Le Gouvernement fixe les modalités de ce cycle.

CHAPITRE II — *L'organisation des cycles de préparation**Section 1<sup>re</sup> — L'information et la sensibilisation*

**Art. 25.** L'A.C.C. organise les séances de préparation consacrées à l'information et à la sensibilisation.

Elle peut confier tout ou partie de l'animation de ces séances à des experts engagés à la prestation.

*Section 2. — L'élaboration du projet d'adoption*

**Art. 26.** L'élaboration du projet d'adoption est réalisée par un organisme d'adoption choisi par les candidats adoptants.

Lors de l'élaboration du projet d'adoption, l'organisme accompagne les candidats adoptants dans l'élaboration de leur projet, en tenant compte des acquis du processus d'information et de sensibilisation, et en ajustant leur projet à leurs ressources et potentialités individuelles.

L'accompagnement des professionnels consiste en deux entretiens avec un assistant social, deux entretiens avec un psychologue et un entretien avec un docteur en médecine.

**Art. 27.** L'élaboration du projet d'adoption ne peut être réalisée qu'une fois au cours d'un même cycle de préparation et doit être menée intégralement avec le même organisme.

**Art. 28.** A l'issue de la phase d'élaboration du projet, l'organisme d'adoption communique à l'A.C.C. le nom des candidats qui ont terminé cette phase.

L'A.C.C. délivre aux candidats adoptants le certificat attestant que la préparation a été suivie, conformément à l'article 346-2 du Code civil.

Ce certificat est valable un an.

Dans le cadre de l'adoption interne, cette durée de validité peut être prolongée par l'A.C.C., à condition que les candidats adoptants aient signé la convention, conformément à l'article 33, § 2, dans l'année de délivrance de ce certificat.

*Section 3. — La consultation des Communautés dans le cadre de l'étude sociale du tribunal de la jeunesse*

**Art. 29.** Dans le cadre de l'étude sociale visée aux articles 1231-6 et 1231-29 du code judiciaire, l'A.C.C. est consultée.

En réponse à cette consultation, elle transmet au tribunal de la jeunesse des informations de nature sociale, juridique, médicale et psychologique.

Selon le modèle fixé par le Gouvernement, ces informations sont recueillies auprès de l'organisme d'adoption qui a réalisé l'élaboration du projet d'adoption avec les candidats adoptants.

**TITRE VI. — L'apparentement****CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — L'adoption interne**

*Section 1<sup>re</sup>.* — L'intervention auprès des enfants susceptibles d'être adoptés et de leurs parents d'origine

**Art. 30.** L'organisme d'adoption se tient à la disposition des parents et futurs parents en difficultés qui envisagent l'adoption de leur enfant né ou à naître, ainsi qu'à celle des tuteurs, subrogés tuteurs ou tuteurs ad hoc, dans les cas visés à l'article 348-5 du Code civil.

L'organisme d'adoption veille à les informer quant aux alternatives à l'adoption, aux effets juridiques de l'adoption et aux implications psychologiques de celle-ci.

Il peut également les orienter vers des services d'aide spécialisée.

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque les personnes visées à l'article 30, alinéa 1<sup>er</sup>, confirment leur intention de confier l'enfant en adoption, ils mandatent à cet effet par écrit l'organisme d'adoption.

L'organisme d'adoption recueille auprès de ces personnes les informations utiles à l'éventuelle recherche liée aux origines visée au § 2.

Il leur apporte une assistance dans l'accomplissement des démarches légales et administratives relatives à l'adoption de l'enfant et un soutien psychologique tout au long de la procédure d'adoption.

Il reste à leur disposition après le prononcé de l'adoption.

§ 2. L'organisme d'adoption réalise une étude psycho-médico-sociale relative à l'enfant pour lequel les personnes visées à l'article 30, alinéa 1<sup>er</sup>, ont mandaté l'organisme d'adoption, conformément au § 1<sup>er</sup>.

Le Gouvernement fixe le modèle de cette étude psycho-médico-sociale.

Cette étude met en évidence les besoins spécifiques de l'enfant par rapport à l'adoption envisagée.

Sur base de cette étude, l'organisme d'adoption recherche pour chaque enfant les candidats adoptants les plus appropriés aux caractéristiques et besoins de cet enfant.

Il prépare l'enfant à son adoption et assure l'accompagnement de celui-ci jusqu'au prononcé de son adoption, en effectuant au moins une visite dans les trois premiers mois de son arrivée au domicile des candidats adoptants, et en effectuant ensuite une rencontre trimestrielle au domicile des candidats adoptants ou au siège de l'organisme d'adoption.

L'organisme d'adoption reste à la disposition de la personne adoptée pour toute aide et orientation dans le respect de l'article 49.

*Section 2.* — L'intervention auprès des candidats adoptants

**Art. 32.** L'organisme d'adoption organise une séance gratuite d'information au cours de laquelle seront notamment présentés ses missions, son fonctionnement général, son mode de travail, son éthique et ses collaborations en Belgique. Lors de cette séance, il remet aux candidats adoptants un exemplaire du projet de convention visé à l'article 14, 1<sup>o</sup>

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque après le cycle de préparation visé au Titre V, les candidats adoptants confirment par écrit à un organisme d'adoption leur intention de lui confier l'encadrement de leur projet, l'organisme d'adoption :

- 1<sup>o</sup> informe dans la huitaine l'A.C.C. de la décision des candidats adoptants; lorsque l'élaboration du projet d'adoption a été réalisée par un autre organisme d'adoption, l'A.C.C. communique à l'organisme d'adoption, avec l'accord des candidats adoptants, copie des informations recueillies lors de cette élaboration, conformément au modèle visé à l'article 29, alinéa 2;
- 2<sup>o</sup> organise un ou plusieurs entretiens avec les candidats adoptants afin de déterminer si leur demande est en adéquation avec le profil des enfants proposés à l'adoption par l'organisme d'adoption; au cours du dernier entretien, il communique oralement aux candidats sa décision motivée d'encadrer ou non leur demande;
- 3<sup>o</sup> confirme par écrit aux candidats adoptants la décision visée au point 2<sup>o</sup>, dans le mois de la communication orale de cette décision;
- 4<sup>o</sup> envoie copie de cette décision motivée à l'A.C.C.

§ 2. En cas de réponse positive, les candidats adoptants concluent avec l'organisme d'adoption la convention visée à l'article 14, 1<sup>o</sup>.

Ils versent à l'A.C.C. les frais dus pour l'encadrement de leur demande par l'organisme, dont les critères liés aux revenus, le montant et les modalités de versement sont fixés par le Gouvernement.

§ 3. Ensuite, l'organisme d'adoption :

- 1<sup>o</sup> lorsqu'un enfant déterminé peut leur être proposé, organise un entretien avec les candidats adoptants au cours duquel sont présentés les éléments de l'étude psycho-médico-sociale relative à l'enfant visée à l'article 31, § 2; les candidats adoptants marquent leur accord par écrit sur cette proposition;
- 2<sup>o</sup> prépare les candidats adoptants à l'accueil de l'enfant;
- 3<sup>o</sup> veille à ce que toutes les mesures légales et administratives soient accomplies pour le séjour éventuel de l'enfant auprès des candidats adoptants;
- 4<sup>o</sup> apporte tout conseil et aide aux candidats adoptants dans le cadre de la procédure devant le tribunal de la jeunesse;
- 5<sup>o</sup> informe l'A.C.C. de la proposition d'enfant et de l'introduction de la requête des candidats adoptants devant le tribunal de la jeunesse;
- 6<sup>o</sup> au cas où l'enfant séjourne au domicile des candidats adoptants avant le prononcé du jugement d'adoption, assure l'accompagnement des candidats adoptants en effectuant au moins une visite à leur domicile dans les trois premiers mois de l'arrivée de celui-ci, et en effectuant ensuite une rencontre semestrielle à leur domicile ou au siège de l'organisme d'adoption;
- 7<sup>o</sup> reste à la disposition des adoptants pour toute aide et orientation.

CHAPITRE II. — *L'adoption internationale d'enfants résidant habituellement dans un état étranger**Section 1<sup>re</sup>. — L'encadrement des demandes par les organismes d'adoption*

**Art. 34.** L'organisme d'adoption contribue à rechercher les candidats adoptants les plus appropriés aux caractéristiques de chaque enfant.

Il s'assure que les parents d'origine, s'ils doivent consentir à l'adoption, ont été dûment informés quant aux conséquences juridiques et psychologiques relatives à l'adoption envisagée pour leur enfant. Il s'assure également que l'enfant a été préparé à son adoption.

**Art. 35.** L'organisme d'adoption veille à ce que les documents relatifs à l'enfant correspondent au prescrit de l'article 361-3, 2<sup>o</sup>; du Code civil.

**Art. 36.** L'organisme d'adoption organise une séance gratuite d'information au cours de laquelle seront notamment présentés ses missions, son fonctionnement général, son mode de travail, son éthique et ses collaborations à l'étranger. Lors de cette séance, il remet aux candidats adoptants :

- 1<sup>o</sup> un dossier reprenant un aperçu de l'adoption dans les pays étrangers ou entités territoriales de pays étrangers avec lesquels il est autorisé à collaborer, du point de vue de la protection de l'enfance et des besoins des enfants susceptibles d'être adoptés;
- 2<sup>o</sup> un exemplaire du projet de convention visé à l'article 14, 1<sup>o</sup>.

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque après le cycle de préparation visé au Titre V, les candidats adoptants confirment par écrit à un organisme d'adoption leur intention de lui confier la poursuite de l'encadrement de leur projet, l'organisme d'adoption :

- 1<sup>o</sup> informe dans la huitaine l'A.C.C. de la décision des candidats adoptants; lorsque l'élaboration du projet d'adoption a été réalisée par un autre organisme d'adoption, l'A.C.C. communique à l'organisme d'adoption, avec l'accord des candidats adoptants, copie des informations recueillies lors de cette élaboration, conformément au modèle visé à l'article 29, alinéa 2;
- 2<sup>o</sup> organise un ou plusieurs entretiens avec les candidats adoptants afin de déterminer si leur demande est compatible :
  - a) avec les conditions d'adoption des pays étrangers ou des entités territoriales des pays étrangers avec lesquels il est autorisé à collaborer;
  - b) avec les mentions reprises sur le jugement prononcé par le juge de la jeunesse relatif à leur aptitude;
  - c) avec le profil des enfants susceptibles d'être adoptés par l'intermédiaire de l'organisme d'adoption et avec les besoins des pays d'origine;
- 3<sup>o</sup> au cours du dernier entretien visé au point 2<sup>o</sup>, communique oralement aux candidats sa décision motivée d'encadrer ou non leur demande;
- 4<sup>o</sup> confirme par écrit aux candidats adoptants la décision visée au point 3<sup>o</sup>, dans le mois de la communication orale de cette décision;
- 5<sup>o</sup> envoie copie de cette décision motivée à l'A.C.C.

§ 2. En cas de réponse positive, les candidats adoptants concluent avec l'organisme d'adoption la convention visée à l'article 14, 1<sup>o</sup>.

Ils versent à l'A.C.C. les frais dus pour l'encadrement de leur demande par l'organisme, dont les critères liés aux revenus, le montant et les modalités de versement sont fixés par le Gouvernement.

§ 3. Ensuite, l'organisme d'adoption :

- 1<sup>o</sup> apporte tout conseil et aide aux candidats adoptants dans le cadre de la constitution du dossier à adresser à l'autorité étrangère compétente;
- 2<sup>o</sup> demande à l'A.C.C. de lui communiquer une copie du jugement sur l'aptitude des candidats adoptants et du rapport visé à l'article 1231-32 du Code judiciaire;
- 3<sup>o</sup> vérifie que le dossier à adresser à l'autorité étrangère compétente, conformément à l'article 361-3, 1<sup>o</sup> du Code civil, est complet, et le fait traduire le cas échéant;
- 4<sup>o</sup> transmet le dossier à l'A.C.C. pour vérification avant envoi par l'organisme à l'autorité étrangère compétente;
- 5<sup>o</sup> reçoit de l'autorité étrangère compétente, par l'intermédiaire de l'A.C.C., les documents relatifs à l'enfant visés à l'article 361-3, 2<sup>o</sup> du Code civil, ou le cas échéant des documents équivalents ou la dispense de produire ceux-ci, conformément à l'article 361-4 du Code civil;
- 6<sup>o</sup> organise un entretien avec les candidats adoptants au cours duquel la proposition d'adopter l'enfant visé au point 5<sup>o</sup> leur est faite; au cours de cet entretien, sont présentés les documents visés à l'article 35, ainsi que toute autre information complémentaire relative à l'enfant; les candidats adoptants marquent accord par écrit sur cette proposition, en application de l'article 361-3, 3<sup>o</sup> du Code civil;
- 7<sup>o</sup> informe l'A.C.C. de l'accord des candidats adoptants sur la proposition d'enfant;

transmet cet accord, ainsi que celui de l'A.C.C., conformément à l'article 361-3, 5<sup>o</sup> du Code civil, à l'autorité étrangère compétente;

- 8<sup>o</sup> prépare les candidats adoptants à l'accueil de l'enfant et à leur déplacement dans le pays ou l'entité territoriale du pays concerné;
- 9<sup>o</sup> apporte l'aide nécessaire aux candidats adoptants lors de leur déplacement à l'étranger dans le cadre de la poursuite de la procédure dans le pays concerné;
- 10<sup>o</sup> assure le suivi de l'enfant adopté et des adoptants :
  - a) en effectuant les suivis post-adoptifs exigés par les autorités du pays d'origine;
  - b) en effectuant au moins une visite au domicile des candidats adoptants dans les trois mois de l'arrivée de l'enfant en Belgique;

c) en effectuant toute autre intervention postérieure à ce délai, rendue nécessaire par les difficultés d'intégration de l'enfant chez les adoptants;

11° reste à la disposition des adoptants et des personnes adoptées pour toute aide et orientation dans le respect de l'article 49.

**Art. 38.** L'organisme d'adoption peut assurer l'encadrement de demandes particulières visées au Titre VI, chapitre II, section 2. Dans ce cas, l'organisme d'adoption assure une ou plusieurs des missions prévues aux articles 34 à 37, conformément à la demande de l'A.C.C.

*Section 2. — L'encadrement des demandes par l'A.C.C.*

**Art. 39.** Les candidats adoptants porteurs d'un jugement d'aptitude visé à l'article 1231-31 du Code judiciaire et qui ne souhaitent pas que leur demande d'adoption internationale soit encadrée par un organisme d'adoption ou dont la demande porte sur un pays ou une entité territoriale d'un pays avec lequel aucun organisme d'adoption n'est autorisé à collaborer, contactent l'A.C.C.

L'A.C.C. les invite à se présenter à un entretien afin d'exposer leur projet d'adoption. Au cours de cet entretien, l'A.C.C. les informe de la procédure à suivre et leur remet un questionnaire-type à compléter.

L'A.C.C. peut refuser d'encadrer la demande visée à l'alinéa 2 si :

- 1° la législation du pays étranger concerné prévoit que les suivis post-adoptifs doivent être réalisés par un service spécialisé en la matière; dans ce cas, la demande doit être encadrée par un organisme d'adoption;
- 2° elle concerne un pays en conflit armé ou victime d'une catastrophe naturelle.

**Art. 40.** Afin de permettre l'examen de leur demande, les candidats adoptants remettent à l'A.C.C. le questionnaire-type complété, copie de la législation étrangère en matière d'adoption traduite en langue française ainsi que copie de tout document utile destiné à éclairer l'A.C.C. sur leur projet d'adoption ainsi que l'identité de leur contact à l'étranger.

L'A.C.C. sollicite, le cas échéant, l'aide de toute autorité ou organisme belge et étranger compétent afin de vérifier notamment :

- 1° si le contact à l'étranger des candidats adoptants respecte la loi applicable, l'intérêt supérieur de l'enfant et les droits fondamentaux qui sont reconnus à ce dernier en droit international;
- 2° si le pays étranger, l'entité territoriale d'un pays étranger et le contact à l'étranger des candidats adoptants respectent le principe de subsidiarité de l'adoption internationale défini à l'article 21 de la Convention relative aux droits de l'enfant adoptée à New York le 20 novembre 1989;
- 3° si la demande répond aux besoins du pays étranger ou de l'entité territoriale du pays étranger;
- 4° si la demande n'entraîne aucun profit matériel indu pour les personnes qui sont responsables de l'enfant ou pour toute autre personne, conformément à l'article 21, d), de la Convention relative aux droits de l'enfant adoptée à New York le 20 novembre 1989.

**Art. 41.** L'A.C.C. notifie aux candidats adoptants, dans un délai maximum de six mois après la réception des documents visés à l'article 40, alinéa 1<sup>er</sup>, sa décision motivée quant à la possibilité de poursuite ou non de ce projet d'adoption.

**Art. 42.** A la demande des candidats adoptants, l'A.C.C. peut confier la poursuite de l'encadrement de la demande à un organisme d'adoption.

L'organisme d'adoption encadre cette demande conformément à l'article 38.

**Art. 43.** Au cas où l'A.C.C. encadre elle-même la poursuite de la demande, les candidats adoptants concluent avec l'A.C.C. une convention, qui précise les obligations de l'A.C.C. et des candidats pendant le déroulement de la procédure d'appareillement et d'adoption et pour la réalisation des suivis post-adoptifs, les détails des différents types de frais que les candidats seront amenés à exposer, et les modalités de résiliation de la convention.

Le Gouvernement fixe le modèle de cette convention.

**Art. 44.** L'A.C.C. vérifie que le dossier à adresser à l'autorité étrangère compétente, conformément à l'article 361-3, 1° du Code civil, est complet et traduit, le cas échéant. Elle envoie le dossier à l'autorité étrangère compétente.

A la réception des documents relatifs à l'enfant visés à l'article 361-3, 2° du Code civil, ou le cas échéant des documents jugés équivalents, conformément à l'article 361-4 du code civil, l'A.C.C. invite les candidats adoptants à un entretien au cours duquel ceux-ci prennent connaissance des informations relatives à l'enfant.

L'A.C.C. transmet aux autorités étrangères compétentes l'accord des candidats adoptants et le sien sur l'enfant proposé, conformément à l'article 361-3, 5° du code civil.

**Art. 45.** Le Gouvernement fixe les critères liés aux revenus, les montants et les modalités de versement des frais liés à l'examen par l'A.C.C. de la demande visée à l'article 39, ainsi que des frais liés à l'envoi et la traduction des documents nécessaires à la réalisation du projet d'adoption.

*Section 3. — Le suivi des enfants adoptés et des adoptants*

**Art. 46.** § 1<sup>er</sup>. Les suivis post-adoptifs exigés par les autorités ou instances étrangères sont réalisés par les organismes d'adoption.

§ 2. Le Gouvernement fixe le montant maximal qui peut être réclamé par suivi aux candidats adoptants. Ce montant couvre les frais de réalisation de suivi, en ce compris les frais de déplacement de la personne qui réalise ce suivi, les frais de rédaction, les frais de traduction et les frais d'envoi de ce suivi.



CHAPITRE III — *L'adoption internationale d'enfants résidant habituellement en Belgique*

**Art. 47.** Lorsque l'A.C.C. reçoit de l'autorité centrale fédérale un rapport sur une ou des personnes résidant à l'étranger et désirant adopter un enfant résidant habituellement en Belgique, conformément à l'article 362-1 du Code civil, elle transmet cette demande aux organismes agréés pour l'adoption interne.

Si un enfant est susceptible d'être adopté par une ou plusieurs personnes résidant habituellement à l'étranger, l'organisme d'adoption en informe l'A.C.C., qui transmet cette information à l'autorité centrale fédérale.

**Art. 48.** Lorsque, dans le cadre de l'étude sociale visée à l'article 1231-35 du Code judiciaire, l'A.C.C. est consultée, elle demande à l'organisme d'adoption de réaliser une étude psycho-médico-sociale relative à l'enfant visé à l'article 47.

Le Gouvernement fixe le modèle de cette étude psycho-médico-sociale.

Cette étude met en évidence les besoins spécifiques de l'enfant par rapport à l'adoption envisagée.

**TITRE VII. — La gestion des dossiers et archives**

**Art. 49.** L'A.C.C. et les organismes d'adoption conservent les informations qu'ils détiennent sur les origines de l'enfant adopté, notamment celles relatives à l'identité de sa mère et de son père ainsi que celles relatives au passé médical de l'adopté et de sa famille.

Ils permettent la consultation des dossiers en leur possession par toute personne adoptée ou par son représentant, dans la mesure permise par l'article 368-7 du code civil et par la loi belge.

**Art. 50.** En cas de retrait d'agrément, d'arrêt des activités ou de dissolution de l'organisme, les dossiers des adoptants qui n'ont pas pu être clôturés et les archives relatives aux adoptions réalisées sont transmis dans le mois par l'organisme d'adoption à l'A.C.C.

**TITRE VIII. — Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales**

**Art. 51.** Le § 1<sup>er</sup> de l'article 27 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est complété comme suit : « , à l'exception de la matière relative à l'adoption. »

Un § 5, rédigé comme suit, est ajouté à l'article 46 du même décret : « La commission exerce également les missions qui lui sont confiées par l'article 15 du décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption. »

**Art. 52.** Un point 59 est ajouté au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française :

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
59. Fonds relatif à l'adoption (de type A)	Recettes provenant des candidats adoptant dans le cadre du décret relatif à l'adoption pour leur participation aux cycles de préparation à l'adoption, à l'encadrement de leur demande d'adoption par un organisme d'adoption et par l'Autorité centrale communautaire.	Frais d'organisation des cycles de préparation à l'adoption, subventions aux organismes d'adoption et frais de fonctionnement de l'Autorité centrale communautaire.

**Art. 53.** Sont abrogés :

- 1° l'article 50 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel que modifié par le décret du 6 avril 1998, et l'article 61 du décret du 4 mars 1991;
- 2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 relatif à l'agrément des organismes d'adoption, tel que modifié par les arrêtés des 2 mars 2000 et 4 juillet 2002;
- 3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 1992 portant création de l'autorité communautaire pour l'adoption internationale;
- 4° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 octobre 1999 portant désignation des membres de l'autorité communautaire pour l'adoption internationale.

**Art. 54.** Pour pouvoir conserver son agrément pour une durée de deux ans sur base du présent décret, l'organisme d'adoption agréé définitivement à la date d'entrée en vigueur de celui-ci, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 relatif à l'agrément des organismes d'adoption, doit confirmer au Gouvernement, dans les deux mois de cette entrée en vigueur, qu'il accepte de satisfaire aux conditions d'agrément et d'accomplir l'ensemble des missions visées au Titre V, Chapitre II, Section 2 et Section 3, et aux Titres VI et VII.

L'organisme d'adoption informe dans ce même délai le Gouvernement de son souhait de poursuivre ses missions soit pour l'adoption interne soit pour l'adoption internationale soit pour les deux.

Pour pouvoir poursuivre ces missions tant pour l'adoption interne que pour l'adoption internationale, l'organisme d'adoption doit justifier d'une moyenne d'au moins vingt pour cents de chaque type d'adoption pendant les cinq années qui précèdent l'entrée en vigueur du présent décret.

Au plus tard six mois avant l'expiration de ce délai de deux ans, l'organisme d'adoption peut solliciter le renouvellement de son agrément sur base de l'article 15.

**Art. 55.** Sans préjudice de l'application de l'article 19, les organismes d'adoption agréés à la date d'entrée en vigueur du présent décret conservent jusqu'au renouvellement de leur agrément, l'autorisation pour les collaborations en cours avec un pays étranger, une entité territoriale d'un pays étranger ou un intermédiaire à l'étranger, dont ils ont obtenu l'accord du ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999.

**Art. 56.** Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 31 mars 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'ONE,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

—————  
Note

(1) *Session 2003-2004*

Document du Conseil. — Projet du décret, n° 509-1. — Amendements de commission, n° 509-2. — Rapport, n° 509-3°. — Amendements de séance, n° 509-4.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. — Séance du 23 mars 2004.

—————  
VERTALING

**MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

N. 2004 — 1666

[C — 2004/29129]

**31 MAART 2004. — Decreet betreffende de adoptie (1)**

Het Parlement heeft aangenomen en wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL I. — Voorafgaande bepalingen**

**Artikel 1.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

- 1° Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 2° bestuur : het bestuur van de Franse Gemeenschap dat bevoegd is voor hulpverlening aan de jeugd;
- 3° C.A.G. : centrale autoriteit van de Gemeenschap;
- 4° kandidaat-adoptant : de adoptant zoals bepaald in artikel 343, § 1, a) van het Burgerlijk Wetboek, die stappen onderneemt of procedure voert om een kind dat in België of in het buitenland geboren is te adopteren;
- 5° adoptant : de adoptant zoals bepaald in artikel 343, § 1, a) van het Burgerlijk Wetboek, die een kind heeft geadopteerd dat in België of in het buitenland geboren is;
- 6° kind : persoon van minder dan 18 jaar;
- 7° adoptie-instelling : elke privaot- of publiekrechtelijke rechtspersoon erkend overeenkomstig dit decreet als tussenpersoon voor de adoptie;
- 8° interlandelijke adoptie : elke adoptie die de interlandelijke overbrenging van een kind onderstelt zoals bedoeld in artikel 360-2 van het Burgerlijk Wetboek;
- 9° interne adoptie : elke adoptie die de interlandelijke overbrenging van een kind niet onderstelt;
- 10° verwantschap : een proces dat erop gericht is, voor elk bepaald kind, een adoptiegezin voor te stellen dat geschikt is om aan de behoeften, de kenmerken en het verleden van dit kind te beantwoorden.

**Art. 2.** Elke persoon die bijdraagt tot de toepassing van dit decreet is ertoe gehouden het beroepsgeheim na te leven zoals bepaald in het kader van de deontologieregels van de hulpverlening aan de jeugd, aangenomen overeenkomstig het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

**TITEL II. — De Hoge Raad voor adoptie**

**Art. 3.** Er wordt bij de Regering een hoge raad voor adoptie opgericht, hierna « de Hoge Raad » genoemd.

De Hoge Raad oppert, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, elk advies, voorstel of aanbeveling op het gebied van de adoptie.

Het advies van de Hoge Raad dat door de Regering wordt aangevraagd, moet binnen een termijn van hoogstens zestig dagen overgebracht worden. Deze termijn begint te lopen bij ontvangst van de aanvraag om advies door het secretariaat van de Hoge Raad. Na deze termijn wordt het advies niet meer vereist om een beslissing te nemen.

**Art. 4.** De Hoge Raad is samengesteld uit de volgende stemgerechtigde leden die benoemd worden door de Regering voor een hernieuwbare termijn van vier jaar :

- 1° drie afgevaardigden van de representatieve federatie(s) van de adoptie-instellingen;
- 2° vier deskundigen op het gebied van de adoptie;
- 3° een afgevaardigde van de adoptanten;
- 4° een afgevaardigde van de geadopteerden;
- 5° een afgevaardigde van de gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd;
- 6° een afgevaardigde van de adviseurs en directeurs bij de hulpverlening aan de jeugd;

Mogen aan de vergaderingen van de Hoge Raad deelnemen met raadgevende stem :

- 1° de minister die bevoegd is voor hulpverlening aan de jeugd of zijn afgevaardigde;
- 2° twee leden van het personeel van de C.A.G.;
- 3° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind of zijn afgevaardigde;
- 4° een afgevaardigde van de federale centrale autoriteit die bevoegd is inzake adoptie;
- 5° een afgevaardigde van de federale overheidsdienst van de Buitenlandse Zaken;
- 6° een afgevaardigde van de «union francophone des magistrats de la jeunesse» (Bond van Franstalige jeugdmagistraten).

**Art. 5.** De Regering stelt de voorzitter en de ondervoorzitter aan onder de stemgerechtigde leden van de Hoge Raad. Deze mandaten zijn onvermengbaar met de hoedanigheid van personeelslid van de Franse Gemeenschap of van één van haar instellingen van openbaar nut.

De voorzitter en de ondervoorzitter :

- 1° bereiden de vergaderingen van de Hoge Raad en van de werkgroepen voor;
- 2° zorgen voor de externe vertegenwoordiging van de Hoge Raad;
- 3° zorgen voor de overzending van de adviezen van de Hoge Raad;
- 4° nodigen, indien nodig, elke persoon uit die de commissie een bijzonder aspect van de agenda kan ophelderen.

**Art. 6.** Elk lid dat de hoedanigheid verliest volgens dewelke hij aangesteld werd, wordt geacht ontslagnemend te zijn. Hij wordt vervangen door een persoon aangesteld volgens dezelfde voorwaarden om zijn mandaat te voleindigen.

Wordt ook geacht ontslagnemend te zijn het lid dat, zonder voorafgaande verantwoording, afwezig is op meer dan de helft van de jaarlijkse vergaderingen van de Hoge Raad.

**Art. 7.** Een personeelslid van de C.A.G. neemt het secretariaat van de Hoge Raad waar.

**Art. 8.** De Hoge Raad stelt, om de twee jaar, vóór 1 mei, een activiteitenverslag op. Dit wordt aan de Regering medegedeeld die het aan de Raad van de Franse Gemeenschap bezorgt.

**Art. 9. § 1.** De Hoge Raad vergadert minstens twee keer per kalenderjaar, op oproep van de voorzitter.

Deze moet de Hoge Raad bijeenroepen als de Regering of ten minste een derde van de stemgerechtigde leden erom verzoeken.

§ 2. De aanwezigheid van ten minste de helft van de stemgerechtigde leden wordt vereist zodat de Hoge Raad geldig kan beraadslagen en beslissen. Wordt het quorum niet bereikt dan wordt een nieuwe vergadering binnen de tien werkdagen bijeengeroepen met dezelfde agenda.

In dit geval houdt de Hoge Raad geldig zitting ongeacht het aantal aanwezige stemgerechtigde leden.

De beslissingen worden bij absolute meerderheid van de aanwezige stemgerechtigde leden genomen.

**Art. 10.** Binnen de twee maanden van zijn oprichting stelt de Hoge Raad een huishoudelijk reglement vast en legt het aan de Regering ter goedkeuring voor.

**Art. 11.** De Regering bepaalt de presentiegelden en de reiskosten waarop de leden van de Hoge Raad aanspraak kunnen maken.

### TITEL III. — De autoriteit belast met adoptie in de Franse Gemeenschap

**Art. 12.** De Regering stelt een centrale autoriteit van de gemeenschap aan die, in het kader van dit decreet, als opdracht heeft :

- 1° informatie over de adoptie en zijn proces in de Franse Gemeenschap te geven en te verspreiden;
- 2° de voorbereiding van de kandidaat-adoptanten te organiseren;
- 3° de adoptie-instellingen te omkaderen, te coördineren, te controleren en te evalueren;
- 4° met elke Belgische of buitenlandse autoriteit samen te werken die bevoegd is voor interne adoptie of voor interlandelijke adoptie;
- 5° de informatie ingewonnen door de adoptie-instellingen over te brengen overeenkomstig de artikelen 29, tweede lid, 31, §2 en 48 wanneer de Gemeenschap geraadpleegd wordt in het kader van de artikelen 1231-6, 1231-29 en 1231-35 van het Gerechtelijk Wetboek;
- 6° ervoor te zorgen dat de adoptiekinderen en de adoptanten begeleid worden;
- 7° ervoor te zorgen dat de informatie betreffende de herkomst van adoptiekinderen wordt bewaard, inzonderheid deze die vervat zijn in het individueel dossier bedoeld in artikel 14, 2° en er de toegang toe te waarborgen;
- 8° aan elke internationale, federale, gemeenschaps-, gewest- of plaatselijke publiekrechtelijke of privaatrechtelijke instantie een samenwerking te verlenen die nodig is voor de uitvoering van haar opdrachten;

- 9° de relatie tussen elke Belgische en buitenlandse autoriteit die bevoegd is voor adoptie te bevorderen;
- 10° elke andere opdracht te vervullen die opgelegd wordt door dit decreet of vermeld wordt in de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie;
- 11° vóór 1 mei van elk jaar een activiteitenverslag op te stellen dat medegedeeld wordt aan de Regering die het aan de Raad van de Franse Gemeenschap overbrengt.

#### TITEL IV. — De adoptie-instellingen

##### HOOFDSTUK I. — *De erkenning*

**Art. 13.** Om te worden erkend als adoptie-instelling moet aan de volgende voorwaarden worden voldaan :

- 1° samengesteld zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, een internationale vereniging zonder winstoogmerk, of een publiekrechtelijke rechtspersoon zijn;
- 2° zijn zetel hebben op het grondgebied van het Franse taalgebied of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;
- 3° zijn werkwijze en zijn filosofie te doen passen in het kader van de naleving van het hoger belang van het kind en van de fundamentele rechten die hem werden erkend in het Belgisch recht en in het internationaal recht;
- 4° de opdrachten bepaald in Titel V, Hoofdstuk II, Afdeling 2 en Afdeling 3 en in de Titels VI en VII te vervullen;
- 5° zich ertoe verbinden de volgende verplichtingen na te leven :
  - a) een coördinator en een pluridisciplinaire ploeg omvatten die ten minste samengesteld is uit een maatschappelijk assistent, een licentiaat in de psychologie en een doctor in de geneeskunde;
  - b) aan de voorwaarden bepaald door de Regering met betrekking tot de infrastructuur en de werkingswijzen beantwoorden;
  - c) geleid en beheerd worden door personen die bekwaam zijn voor hun morele integriteit en hun opleiding of ervaring op het gebied van de adoptie.

**Art. 14.** Om zijn erkenning te behouden moet een adoptie-instelling, naast de vervulling van de voorwaarden bedoeld in artikel 13 :

- 1° de overeenkomst bedoeld in de artikelen 33, § 2 en 37, § 2 met de kandidaat-adoptanten sluiten; deze overeenkomst bepaalt de verplichtingen van de instelling en van de kandidaten gedurende het verloop van de procedure voor verwantschap en voor adoptie en voor de nazorg na de adoptie, de details van de verschillende types kosten die de kandidaten zullen moeten betalen en de nadere regels voor de ontbinding van de overeenkomst; de Regering stelt het model van deze overeenkomst vast;
- 2° voor elke kandidaat-adoptant en elk kind dat aangeboden wordt voor adoptie een individueel dossier houden waarvan het model door de Regering wordt bepaald;
- 3° het toegang verlenen tot de individuele dossiers aan de ambtenaren van de C.A.G., onverminderd de bepalingen betreffende het beroepsgeheim;
- 4° binnen de veertien dagen elke wijziging in de samenstelling van het beheersorgaan of van het personeel van de adoptie-instelling aan de C.A.G. vermelden;
- 5° een afschrift aan de C.A.G. bezorgen van de informatie over elk kind dat aangeboden wordt voor adoptie;
- 6° op het einde van elk kwartaal een afschrift aan de C.A.G. bezorgen van de wachtlijsten betreffende het ontwikkelen van adoptieprojecten en de verwantschap;
- 7° op het einde van het eerste kwartaal van elk jaar, een activiteitenverslag aan de C.A.G. bezorgen waarvan de Regering het model vaststelt;
- 8° het gebruik van de ontvangen sommen verantwoorden, inzonderheid door middel van een document waarvan de Regering het model vaststelt;
- 9° ten minste één keer per jaar aanvaarden te worden gecontroleerd door de ambtenaren van het bestuur;
- 10° de C.A.G. verwittigen van een ernstige gebeurtenis met gevolgen voor de adoptie-instelling;
- 11° de C.A.G. verwittigen van elke overeenkomst bedoeld in de artikelen 33, § 2 en 37, § 2 en van elke wijziging ervan;
- 12° elke keer dat een individuele toestand het vereist, een beroep doen op de diensten van consultants gespecialiseerd op het juridisch en psychotherapeutisch gebied;
- 13° de leden van de pluridisciplinaire ploeg en de andere leden van zijn personeel de door de C.A.G. georganiseerde voortgezette opleiding doen volgen;
- 14° de leden van zijn pluridisciplinaire ploeg laten superviseren door een persoon of een dienst gespecialiseerd terzake;
- 15° aan de coördinatievergaderingen georganiseerd door de C.A.G. deelnemen.

**Art. 15.** De vereniging zonder winstoogmerk, de internationale vereniging zonder winstoogmerk of de publiekrechtelijke rechtspersoon die zijn/haar erkenning wenst te bekomen als tussenpersoon voor de adoptie, kan zijn/haar erkenning vragen voor de interne adoptie, de interlandelijke adoptie of voor beiden.

De Regering bepaalt de procedures voor de toekenning, de hernieuwing en de intrekking van de erkenning van de adoptie-instellingen.

De procedures voorzien ten minste in :

- 1° de nadere regels voor de indiening van de aanvraag om toekenning en hernieuwing van de erkenning;
- 2° de nadere regels voor de vorm en de termijn en de voorwaarden waaronder de beslissingen moeten worden genomen in verband met de toekenning, de hernieuwing, de weigering en de intrekking van de erkenning bedoeld in artikel 46 van het decreet van 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd; de erkenning kan worden ingetrokken wanneer de instelling niet meer voldoet aan één of meer voorwaarden bedoeld in de artikelen 13 en 14;
- 3° de modaliteiten en voorwaarden voor de schorsing van de toekenning van subsidies; de toekenning van subsidies kan worden geschorst wanneer de instelling niet of niet meer voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 14, 3°, 8° en 9° of in het kader van de procedure voor de intrekking van de erkenning;

- 4° de mogelijkheid om beroep in te stellen tegen de beslissingen tot weigering of tot intrekking van de erkenning en tot hernieuwing van de erkenning en tegen de beslissingen tot schorsing van de subsidies, de nadere regels voor dit beroep en de mogelijkheid om verhoord te worden in het kader van het beroep.

De erkenning wordt toegekend voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar.

Wanneer de erkenningscommissie gevraagd wordt om een advies uit te brengen overeenkomstig het derde lid, 2°, hebben een tweede vertegenwoordiger van de adoptie-instellingen en een lid van de Hoge Raad voor adoptie, aangesteld door de Regering, ook zitting met beraadslagende stem, naast de vertegenwoordiger van de adoptie-instellingen bedoeld in § 1, 10°, van artikel 46 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

#### HOOFDSTUK II. — *De subsidiëring*

**Art. 16.** Binnen de perken van de beschikbare kredieten bepaalt de Regering het bedrag van de subsidies toegekend aan de adoptie-instellingen.

Deze subsidies dekken de personeelskosten, de werkingskosten en de kosten gebonden aan de uitvoering van evaluaties van adoptieprojecten, alsook de kosten gebonden ofwel aan het werk met de oorspronkelijke gezinnen voor de interne adoptie-instellingen, ofwel aan het aanknopen en het behoud van betrekkingen met de bevoegde autoriteiten en de medewerkers van vreemde landen of territoriale entiteiten van vreemde landen voor de interlandelijke adoptie-instellingen.

#### HOOFDSTUK III. — *De medewerking in het buitenland*

**Art. 17.** De adoptie-instelling die een medewerking in het buitenland wenst te verlenen, dient een aanvraag, per aangetekende brief, bij de C.A.G. in.

Ze voegt er de volgende documenten bij :

- 1° een vertaling in het Frans van de wetgeving over adoptie die van kracht is in elk land of in de territoriale entiteit van het betrokken land;
- 2° de identiteit van de autoriteiten die bevoegd zijn voor de adoptie in het land of in de territoriale entiteit van het betrokken land alsook de identiteit van elke instelling, vereniging of persoon die ertoe gebracht worden om mee te werken met de instelling, hierna de «medewerkers» genoemd.
- 3° een ontwerp van overeenkomst met haar medewerkers in het land of in de territoriale entiteit van het betrokken land; naast de werkingsmodaliteiten moet deze overeenkomst de verplichting voorzien voor de medewerkers om de grondslagen van het Verdrag van Den Haag na te leven; de Regering bepaalt het model van deze overeenkomst;
- 4° een ingevulde vragenlijst betreffende het land of de territoriale entiteit van het betrokken land waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld;
- 5° een verslag van de opdracht in het land of in de territoriale entiteit van het betrokken land;
- 6° elk ander nuttig document.

**Art. 18.** De C.A.G. onderzoekt de aanvraag bedoeld in artikel 17 en controleert inzonderheid :

- 1° of de autoriteiten en medewerkers bedoeld in artikel 17, 2° de toepasselijke wet, het hoger belang van het kind en de fundamentele rechten die hem zijn toegezegd in het Belgisch recht, in het recht van het land of van de territoriale entiteit van het betrokken land en in het internationaal recht eerbiedigen alsook het principe van subsidiariteit van de interlandelijke adoptie bepaald in artikel 21 van het Verdrag inzake de Rechten van het Kind, aangenomen te New York op 20 november 1989;
- 2° of de aanvraag aan de behoeften voldoet van een vreemd land of van een territoriale entiteit van een vreemd land waarmee de aanvrager wenst mee te werken.

Binnen de zes maanden na de ontvangst van de aanvraag brengt de C.A.G. haar advies over deze aanvraag aan de Regering over.

Binnen de drie maanden na de ontvangst van het advies van de C.A.G. hecht de Regering haar goedkeuring hieraan, ofwel stelt zij, in voorkomend geval, voorwaarden en maakt zij voorbehoud, ofwel weigert zij de aanvraag.

**Art. 19.** De adoptie-instelling is verantwoordelijk voor de naleving, door zijn medewerkers in het buitenland, van de voorwaarden bedoeld in artikel 18, eerste lid, 1°.

Zij zorgt voor de informatie en de opleiding van haar medewerkers in het buitenland, inzonderheid voor wat betreft de bepalingen van dit decreet.

**Art. 20.** Wanneer de adoptie-instelling niet meer beantwoordt aan de bepalingen voorzien in artikel 19 of als de toestand in het vreemde land of in de territoriale entiteit van het vreemde land het vereist, kan de Regering beslissen, op basis van een advies van de C.A.G., het akkoord te schorsen dat gegeven wordt overeenkomstig artikel 18 of bijkomende voorwaarden te stellen bij de voortzetting van de toegelaten medewerking.

De Regering neemt een definitieve beslissing na een geschreven verslag te hebben gekregen van de C.A.G. die de adoptie-instelling verhoort.

### TITEL V. — *De adoptievoorbereiding*

#### HOOFDSTUK I

**Art. 21.** De C.A.G. zorgt voor en verspreidt de algemene informatie betreffende de adoptie en haar proces binnen de Franse Gemeenschap.

In dit kader bezorgt de C.A.G. aan de kandidaat-adoptanten die erom verzoeken een inschrijvingsformulier voor de voorbereidingscycli.

**Art. 22.** De voorbereidingscycli omvatten de volgende drie fasen :

- 1° het inlichten van informatie van de kandidaat-adoptanten over de juridische, contextuele, culturele, ethische en menselijke aspecten van de adoptie, hierna «informatie» genoemd;
- 2° de sensibilisering van de kandidaat-adoptanten voor wat betreft de psychologische, familiale en relationele inzichten van de adoptie, hierna de «sensibilisering» genoemd.

- 3° het ontwikkelen, met de kandidaat-adoptanten, van hun adoptieproject, rekening houdend met de juridische, psychologische, familiale en relationele gevolgen van dit project op hun leven en dat van het kind dat moet worden geadopteerd, hierna «ontwikkelen van het adoptieproject» genoemd.

**Art. 23.** § 1. Een voorbereidingscyclus omvat ten minste :

- 1° in het kader van de informatie, een module van tien uren in totaal met hoogstens twintig koppels of personen per module;
- 2° in het kader van de sensibilisering, een module van veertien uren in totaal met hoogstens tien koppels of personen per module;
- 3° in het kader van het ontwikkelen van het adoptieproject, een module van vijf geïndividualiseerde onderhouden.

§ 2. De kandidaat-adoptanten moeten de verschillende stappen van de voorbereidingscyclus gevolgd hebben binnen een termijn van acht maanden vanaf de eerste deelname aan de informatiemodule bedoeld in § 1, 1°. Op verzoek van de kandidaat-adoptanten kan deze termijn worden verlengd tot hoogstens vierentwintig maanden.

Zijn ze getrouwd of samenwonend, moeten de kandidaat-adoptanten samen deelnemen aan de verschillende stappen van de voorbereidingscyclus.

Elke aanvraag om afwijking moet schriftelijk door de kandidaat-adoptanten aan de C.A.G. gericht worden.

§ 3. De Regering bepaalt de criteria gebonden aan de inkomsten, de bedragen en de stortingswijze van de kosten te betalen door de kandidaat-adoptanten voor hun deelname aan de verschillende stappen van de voorbereidingscyclus.

**Art. 24.** De C.A.G. kan een specifieke voorbereidingscyclus invoeren voor de kandidaat-adoptanten die al een voorbereiding hebben gevolgd, georganiseerd door de Franse Gemeenschap in het kader van een adoptie die voorafgaandelijk werd aangegaan.

De Regering bepaalt de nadere regels voor deze cyclus.

## HOOFDSTUK II. — *De organisatie van voorbereidingscycli*

### *Afdeling I. — De informatie en de sensibilisering*

**Art. 25.** De C.A.G. organiseert voorbereidingsvergaderingen die gewijd zijn aan de informatie en de sensibilisering. Ze kan het geheel of een gedeelte van de animatie van haar vergaderingen aan deskundigen toevertrouwen die per prestatie aangeworven worden.

### *Afdeling 2. — Het ontwikkelen van het adoptieproject*

**Art. 26.** Het ontwikkelen van het adoptieproject gebeurt door een adoptie-instelling gekozen onder de kandidaat-adoptanten.

Bij het ontwikkelen van het adoptieproject begeleidt de instelling de kandidaat-adoptanten in het ontwikkelen van hun project, rekening houdend met de verworven kennis van het informatie- en sensibiliseringproces, en door hun project aan te passen aan hun bekwaamheden en individuele vaardigheden.

De begeleiding door professionelen bestaat uit twee onderhouden met een maatschappelijk assistent, twee onderhouden met een psycholoog en een onderhoud met een doctor in de geneeskunde.

**Art. 27.** Het ontwikkelen van het adoptieproject kan slechts één keer tijdens dezelfde voorbereidingscyclus plaatsvinden en moet integraal door dezelfde instelling gebeuren.

**Art. 28.** Op het einde van de fase van het ontwikkelen van het project deelt de adoptie-instelling de C.A.G. de naam mee van de kandidaten die deze fase hebben beëindigd.

De C.A.G. reikt de kandidaat-adoptanten een getuigschrift uit dat bekrachtigt dat de voorbereiding gevolgd werd, overeenkomstig artikel 346-2 van het Burgerlijk Wetboek.

Dit getuigschrift is één jaar geldig.

In het kader van de interne adoptie kan deze geldigheidsduur door de C.A.G. worden verlengd op voorwaarde dat de kandidaat-adoptanten de overeenkomst binnen het jaar van uitreiking hebben ondertekend overeenkomstig artikel 33, 2.

*Afdeling III. — De raadpleging van de Gemeenschappen in het kader van het maatschappelijk onderzoek van de jeugdrechtbank*

**Art. 29.** In het kader van het maatschappelijk onderzoek bedoeld in de artikelen 1231-6 en 1232-29 van het Gerechtelijk Wetboek wordt de C.A.G. geraadpleegd.

Naar aanleiding van deze raadpleging bezorgt ze de jeugdrechtbank sociale, juridische, medische en psychologische informatie. Volgens het door de Regering vastgestelde model wordt die informatie ingewonnen bij de adoptie-instelling die het ontwikkelen van het adoptieproject met de kandidaat-adoptanten mogelijk heeft gemaakt.

## TITEL VI. — *De verwantschap*

### HOOFDSTUK I. — *De interne adoptie*

*Afdeling 1. — De tussenkost bij kinderen die geadopteerd kunnen worden of bij hun oorspronkelijke ouders*

**Art. 30.** De adoptie-instelling staat ter beschikking van de ouders en toekomstige ouders in moeilijkheden die de adoptie van hun geboren kind of het kind dat zal geboren worden overwegen, alsook van de voogden, de toeziende voogden of de voogden ad hoc, in de gevallen bedoeld in artikel 348-5 van het Burgerlijk Wetboek.

De adoptie-instelling zorgt ervoor dat ze ingelicht worden over de alternatieven voor adoptie, de juridische effecten van de adoptie en van de psychologische gevolgen ervan.

Ze kan ze ook verwijzen naar de diensten voor gespecialiseerde hulpverlening.

**Art. 31.** § 1. Wanneer de personen bedoeld in artikel 30, eerste lid, bevestigen dat ze van plan zijn het kind te laten adopteren, machtigen ze de adoptie-instelling daar schriftelijk toe.

De adoptie-instelling wint bij deze personen de informatie in die nuttig is voor het mogelijke onderzoek gebonden aan de herkomst bedoeld in § 2.

Ze verleent hen bijstand in de uitvoering van wettelijke en administratieve stappen betreffende de adoptie van het kind en een psychologische steun gedurende de hele adoptieprocedure.

Ze staat ter hun beschikking na de uitspraak van de adoptie.

§ 2. De adoptie-instelling voert een psycho-medisch-sociale studie uit betreffende het kind waarvoor de personen bedoeld in artikel 30, eerste lid, de adoptie-instelling gemachtigd hebben, overeenkomstig § 1.

De Regering bepaalt het model van deze psycho-medisch-sociale studie.

Deze studie benadrukt de specifieke behoeften van het kind ten opzichte van de overwogen adoptie.

Op basis van deze studie is de adoptie-instelling op zoek, voor elk kind, naar de bestgeschikte kandidaat-adoptanten rekening houdend met de kenmerken en de behoeften van dit kind.

Ze bereidt het kind op zijn adoptie voor en zorgt voor zijn begeleiding tot de uitspraak van de adoptie door ten minste één bezoek te brengen binnen de eerste drie maanden van zijn aankomst thuis bij de kandidaat-adoptanten en door daarna een driemaandelijks ontmoeting tot stand te brengen thuis bij de kandidaat-adoptanten of ten zetel van de adoptie-instelling.

De adoptie-instelling blijft ter beschikking van de geadopteerde persoon voor enige hulp en oriëntatie met inachtneming van artikel 49.

#### *Afdeling 2. — De tussenkomst bij de kandidaat-adoptanten*

**Art. 32.** De adoptie-instelling organiseert een gratis informatievergadering tijdens dewelke haar opdrachten, haar algemene werking, haar werkwijze, haar ethische gronden en haar medewerkingen in België zullen inzonderheid worden voorgesteld. Tijdens deze vergadering overhandigt zij de kandidaat-adoptanten een exemplaar van het ontwerp van overeenkomst bedoeld in artikel 14, 1°.

**Art. 33.** § 1. Wanneer, na de voorbereidingscyclus bedoeld in Titel V, de kandidaat-adoptanten de adoptie-instelling schriftelijk bevestigen dat ze van plan zijn haar de omkadering van hun ontwerp toe te vertrouwen,

- 1° de adoptie-instelling licht de C.A.G. binnen de acht dagen in over de beslissing van de kandidaat-adoptante; wanneer het ontwikkelen van het adoptieproject door een andere adoptie-instelling mogelijk gemaakt werd, geeft de C.A.G. de adoptie-instelling, met akkoord van de kandidaat-adoptanten, een afschrift van de informatie ingewonnen bij dit ontwikkelen, overeenkomstig het model bedoeld in artikel 29, tweede lid;
- 2° de adoptie-instelling organiseert één of meer onderhouden met de kandidaat-adoptanten om uit te maken of hun aanvraag in volkomen gelijkheid is met het profiel van de kinderen die de adoptie-instelling voorstelt om geadopteerd te worden; tijdens het laatste onderhoud deelt zij de kandidaten mondeling haar met redenen omklede beslissing mee om hun aanvraag al dan niet te omkaderen.
- 3° de adoptie-instelling bevestigt schriftelijk de kandidaat-adoptanten de beslissing bedoeld in punt 2°, en dit binnen de maand van de mondelinge mededeling van deze beslissing;
- 4° de adoptie-instelling stuurt een afschrift van deze met redenen omklede beslissing aan de C.A.G.

§ 2. Bij een positief antwoord sluiten de kandidaat-adoptanten de overeenkomst bedoeld in artikel 14, 1° met de adoptie-instelling.

Ze storten aan de C.A.G. de kosten die verschuldigd zijn voor de omkadering van hun aanvraag door de instelling, waarvan de criteria gebonden aan de inkomsten, het bedrag en de stortingswijzen bepaald worden door de Regering.

« 3. Daarna :

- 1° wanneer een bepaald kind hen kan worden voorgesteld, organiseert de adoptie-instelling een onderhoud met de kandidaat-adoptanten tijdens hetwelk de elementen van de psycho-medisch-sociale studie betreffende het kind bedoeld in artikel 31, § 2 worden voorgesteld; de kandidaat-adoptanten stemmen schriftelijk in met dit voorstel;
- 2° bereidt de adoptie-instelling de kandidaat-adoptanten op de opvang van het kind voor;
- 3° zorgt de adoptie-instelling ervoor dat alle wettelijke en administratieve maatregelen uitgevoerd worden voor het eventuele verblijf van het kind bij de kandidaat-adoptanten;
- 4° staat de adoptie-instelling met raad en daad de kandidaat-adoptanten bij in het kader van de procedure vóór de jeugdrechtbank;
- 5° licht de adoptie-instelling de C.A.G. in over het voorstel betreffende het kind en de indiening van het verzoek van de kandidaat-adoptanten bij de jeugdrechtbank;
- 6° wanneer een kind thuis bij de kandidaat-adoptanten vóór de uitspraak van het adoptievonnissen verblijft, zorgt de adoptie-instelling voor de begeleiding van de kandidaat-adoptanten door ten minste één bezoek thuis te brengen binnen de eerste drie maanden die volgen op zijn aankomst en door daarna een zesmaandelijks ontmoeting tot stand te brengen thuis of ten zetel van de adoptie-instelling;
- 7° blijft de adoptie-instelling ter beschikking van de adoptanten voor enige hulp en oriëntatie.

**HOOFDSTUK II. — De interlandelijke adoptie van kinderen die hun gewone verblijfplaats in een andere Staat hebben**

#### *Afdeling 1. — De omkadering van de aanvragen door de adoptie-instellingen*

**Art. 34.** De adoptie-instelling zoekt mee naar de bestgeschikte kandidaat-adoptanten rekening houdend met de kenmerken van elk kind.

Zij gaat na of de oorspronkelijke ouders, moesten ze instemmen met de adoptie, behoorlijk ingelicht werden over de juridische en psychologische gevolgen betreffende de overwogen adoptie voor hun kind. Zij gaat ook na of het kind op de adoptie voorbereid werd.

**Art. 35.** De adoptie-instelling zorgt ervoor dat de documenten betreffende het kind met het opschrift van artikel 361-3, 2° van het Burgerlijk Wetboek overeenstemmen.

**Art. 36.** De adoptie-instelling organiseert een gratis informatievergadering tijdens dewelke haar opdrachten, haar algemene werking, haar werkwijze, haar ethische gronden en haar medewerkers in het buitenland inzonderheid worden voorgesteld. Tijdens deze vergadering geeft zij de kandidaat-adoptanten :

- 1° een dossier met een overzicht van de adoptie in vreemde landen of territoriale entiteiten van vreemde landen waarmee mag worden meegewerkt, het standpunt van de bescherming van het kind en de behoeften van de kinderen die kunnen worden geadopteerd;
- 2° een exemplaar van het ontwerp van overeenkomst bedoeld in artikel 14, 1°.

**Art. 37.** § 1. Wanneer, na de voorbereidingscyclus bedoeld in Titel V, de kandidaat-adoptanten de adoptie-instelling schriftelijk bevestigen dat ze van plan zijn haar de verdere omkadering van hun ontwerp toe te vertrouwen :

- 1° licht de adoptie-instelling de C.A.G. in binnen de acht dagen over de beslissing van de kandidaat-adoptanten; wanneer het ontwikkelen van het adoptieproject door een andere adoptie-instelling mogelijk gemaakt werd, geeft de C.A.G. de adoptie-instelling, met akkoord van de kandidaat-adoptanten, een afschrift van de informatie ingewonnen tijdens dit ontwikkelen, overeenkomstig het model bedoeld in artikel 29, tweede lid;
- 2° organiseert de adoptie-instelling één of meer onderhouden met de kandidaat-adoptanten om uit te maken of hun aanvraag verenigbaar is :
  - a) met de adoptievoorwaarden van vreemde landen of van territoriale entiteiten van vreemde landen waarmee mag worden meegewerkt;
  - b) met de vermeldingen opgenomen in het vonnis uitgesproken door de jeugdrechter betreffende hun geschiktheid;
  - c) met het profiel van de kinderen die kunnen worden geadopteerd door bemiddeling van de adoptie-instelling en met de behoeften van de oorspronkelijke landen;
- 3° deelt de adoptie-instelling, tijdens het laatste onderhoud bedoeld in punt 2°, de kandidaten mondeling de met redenen omklede beslissing mee om hun aanvraag al dan niet te omkaderen;
- 4° bevestigt de adoptie-instelling schriftelijk de kandidaat-adoptanten de beslissing bedoeld in punt 3°, binnen de maand na de mondelinge mededeling van deze beslissing;
- 5° stuurt de adoptie-instelling een afschrift van deze met redenen omklede beslissing aan de C.A.G..

§ 2. Bij een positief antwoord sluiten de kandidaat-adoptanten de overeenkomst bedoeld in artikel 14, 1° met de adoptie-instelling.

Ze storten aan de C.A.G. de kosten die verschuldigd zijn voor de omkadering van hun aanvraag door de instelling, waarvan de criteria gebonden aan de inkomsten, het bedrag en de stortingswijzen bepaald worden door de Regering.

§ 3. Daarna

- 1° staat de adoptie-instelling met raad en daad de kandidaat-adoptanten bij in het kader van de aanleg van het dossier dat gericht moet worden aan de bevoegde buitenlandse autoriteit;
- 2° vraagt de adoptie-instelling aan de C.A.G. haar een afschrift van het vonnis te sturen over de geschiktheid van de kandidaat-adoptanten alsook van het verslag bedoeld in artikel 1231-32 van het Gerechtelijk Wetboek;
- 3° controleert de adoptie-instelling of het dossier dat aan de bevoegde buitenlandse autoriteit moet worden gestuurd overeenkomstig artikel 361-3, 1° van het Burgerlijk Wetboek, volledig is en laat het, in voorkomend geval, vertalen;
- 4° stuurt de adoptie-instelling het dossier aan de C.A.G. voor onderzoek vóór de verzending door de instelling aan de bevoegde buitenlandse autoriteit;
- 5° ontvangt de adoptie-instelling van de bevoegde buitenlandse autoriteit, door bemiddeling van de C.A.G., documenten betreffende het kind bedoeld in artikel 361-3, 2° van het Burgerlijk Wetboek of, in voorkomend geval, de gelijkgestelde documenten of de vrijstelling van de overlegging ervan, overeenkomstig artikel 361-4 van het Burgerlijk Wetboek;
- 6° organiseert de adoptie-instelling een onderhoud met de kandidaat-adoptanten tijdens hetwelk het voorstel om het kind bedoeld in punt 5° te adopteren hen wordt gedaan; tijdens dit onderhoud worden de documenten bedoeld in artikel 35 voorgesteld alsook elke andere bijkomende informatie betreffende het kind; de kandidaat-adoptanten stemmen schriftelijk in met dit voorstel met toepassing van artikel 361-3, 3° van het Burgerlijk Wetboek;
- 7° licht de adoptie-instelling de C.A.G. in over het akkoord van de kandidaat-adoptanten over het voorstel betreffende het kind; stuurt dit akkoord alsook dat van de C.A.G. aan de bevoegde buitenlandse autoriteit overeenkomstig artikel 361-3, 5° van het Burgerlijk Wetboek;
- 8° bereidt de adoptie-instelling de kandidaat-adoptanten voor op de opvang van het kind en hun verplaatsing in het land of in de territoriale entiteit van het betrokken land;
- 9° verleent de adoptie-instelling de nodige hulp aan de kandidaat-adoptanten bij hun verplaatsing in het buitenland in het kader van de voortzetting van de procedure van het betrokken land;
- 10° zorgt de adoptie-instelling voor de begeleiding van het adoptiekind en de adoptanten :
  - a) door postadoptieve begeleidingen uit te voeren, vereist door de autoriteiten van het oorspronkelijke land;
  - b) door ten minste één bezoek thuis bij de kandidaat-adoptanten te brengen binnen de drie maanden na de aankomst van het kind in België;
  - c) door elke andere tussenkomst te organiseren na deze termijn, die nodig wordt geacht gezien de moeilijkheden van integratie van het kind bij de adoptanten;
- 11° blijft de adoptie-instelling ter beschikking van de adoptanten en de geadopteerde personen voor enige hulp en oriëntatie met inachtneming van artikel 49.

**Art. 38.** De adoptie-instelling kan zorgen voor de omkadering van de bijzondere aanvragen bedoeld in Titel VI, hoofdstuk II, afdeling 2. In dit geval zorgt de adoptie-instelling voor één of meer opdrachten bedoeld in de artikelen 34 tot 37, naar gelang de aanvraag van de C.A.G.

*Afdeling 2. — De omkadering van de aanvragen door de C.A.G.*

**Art. 39.** De kandidaat-adoptanten die in het bezit zijn van een geschiktheidsvonnis zoals bedoeld in artikel 1231-31 van het Gerechtelijk Wetboek en die niet wensen dat hun aanvraag om interlandelijke adoptie door een adoptie-instelling omkaderd wordt of waarvan de aanvraag betrekking heeft op een land of een territoriale entiteit van een land waarmee geen enkele adoptie-instelling toegelaten wordt om mee te werken, nemen contact op met de C.A.G.

De C.A.G. verzoekt ze zich aan te melden bij een onderhoud om hun adoptieproject uiteen te zetten. Tijdens dit onderhoud licht de C.A.G. ze in over de te volgen procedure en geeft ze een type-vragenlijst die ingevuld moet worden.

De C.A.G. kan weigeren de aanvraag bedoeld in het tweede lid te omkaderen als :

- 1° de wetgeving van het betrokken vreemde land bepaalt dat de postadoptieve begeleidingen door een terzake gespecialiseerde dienst mogelijk moeten worden gemaakt; in dit geval moet de aanvraag omkaderd worden door een adoptie-instelling;
- 2° ze betrekking heeft op een land waar een gewapend conflict aan de gang is of op een slachtoffer van een natuurramp.

**Art. 40.** Om het onderzoek naar hun aanvraag mogelijk te maken, bezorgen de kandidaat-adoptanten aan de C.A.G. de ingevulde type-vragenlijst, een afschrift van de buitenlandse wetgeving inzake adoptie vertaald in het Frans alsook een afschrift van elk nuttig document dat erop gericht is de C.A.G. op te helderen over hun adoptieproject alsook de identiteit van hun contactpersoon in het buitenland.



De C.A.G. vraagt, in voorkomend geval, om hulp van elke autoriteit of bevoegde Belgische en buitenlandse instelling om na te gaan, inzonderheid :

- 1° of de contactpersoon in het buitenland van de kandidaat-adoptanten de toepasselijke wet naleeft, alsook het hoger belang van het kind en de fundamentele rechten die hem worden toegekend in het internationaal recht;
- 2° of het vreemde land, de territoriale entiteit van een vreemd land en het contact in het buitenland van de kandidaat-adoptanten het principe van subsidiariteit van de interlandelijke adoptie bedoeld in artikel 21 van het Verdrag inzake de Rechten van het Kind, aangenomen te New York op 20 november 1989, eerbiedigen;
- 3° of de aanvraag aan de behoeften van het vreemde land of van de territoriale entiteit van het vreemde land beantwoordt;
- 4° of de aanvraag geen enkel onverschuldigd materieel voordeel met zich meebrengt voor de personen die verantwoordelijk zijn voor het kind of voor elke andere persoon, overeenkomstig artikel 21, d), van het Verdrag inzake de Rechten van het Kind, aangenomen te New York op 20 november 1989.

**Art. 41.** De C.A.G. geeft kennis aan de kandidaat-adoptanten, binnen een termijn van hoogstens zes maanden na de ontvangst van de documenten bedoeld in artikel 40, eerste lid, van de met redenen omklede beslissing voor wat betreft de mogelijkheid om dit adoptieproject al dan niet verder te zetten.

**Art. 42.** Op verzoek van de kandidaat-adoptanten kan de C.A.G. de voortzetting van de omkadering van de aanvraag aan een adoptie-instelling toevertrouwen.

De adoptie-instelling omkadert deze aanvraag overeenkomstig artikel 38.

**Art. 43.** Wanneer de C.A.G. zichzelf de voortzetting van de aanvraag omkadert, sluiten de kandidaat-adoptanten met de C.A.G. een overeenkomst die de verplichtingen van de C.A.G. en van de kandidaten bepaalt tijdens het verloop van de procedure voor verwantschap en adoptie en voor de verwezenlijking van postadoptieve begeleidingen, de details van verschillende types kosten die de kandidaten zullen moeten betalen en de nadere regels voor de ontbinding van de overeenkomst.

De Regering bepaalt het model van deze overeenkomst.

**Art. 44.** De C.A.G. controleert of het dossier dat tot de bevoegde buitenlandse autoriteit moet worden gericht overeenkomstig artikel 316-3, 1° van het Burgerlijk Wetboek, volledig en, in voorkomend geval, vertaald is. Ze stuurt het dossier aan de bevoegde buitenlandse autoriteit.

Bij ontvangst van de documenten betreffende het kind bedoeld in artikel 361-3, 2° van het Burgerlijk Wetboek of, in voorkomend geval, van de documenten die gelijkgesteld worden geacht, overeenkomstig artikel 361-4 van het Burgerlijk Wetboek verzoekt de C.A.G. de kandidaat-adoptanten om een onderhoud tijdens hetwelk ze kennis nemen van de informatie betreffende het kind.

De C.A.G. bezorgt aan de bevoegde buitenlandse autoriteiten het akkoord van de kandidaat-adoptanten en dat over het voorgestelde kind, overeenkomstig artikel 361-5° van het Burgerlijk Wetboek.

**Art. 45.** De Regering bepaalt de criteria gebonden aan de inkomsten, de bedragen en de stortingswijzen van de kosten omtrent het onderzoek uitgevoerd door de C.A.G. naar de aanvraag bedoeld in artikel 39, alsook van de kosten omtrent de verzending en de vertaling van de documenten die nodig zijn voor de verwezenlijking van het adoptieproject.

### *Afdeling 3. — De begeleiding van de geadopteerde kinderen en van de adoptanten*

**Art. 46.** § 1. De postadoptieve begeleidingen die vereist worden door de buitenlandse autoriteiten of instanties, worden verwezenlijkt door de adoptie-instellingen.

§ 2. De Regering bepaalt het maximum bedrag dat gevraagd mag worden per begeleiding aan de kandidaat-adoptanten. Dit bedrag dekt de kosten van de verwezenlijking van de begeleiding, met inbegrip van de reiskosten van de persoon die voor deze begeleiding zorgt, de kosten van het opstel, de vertaling en de verzending met betrekking tot deze begeleiding.

### *HOOFDSTUK III. — De interlandelijke adoptie van kinderen die hun gewone verblijfplaats in België hebben*

**Art. 47.** Wanneer de C.A.G. van de federale centrale autoriteit een verslag krijgt over één of meer personen die in het buitenland verblijven en die een kind dat zijn gewone verblijfplaats in België heeft, wensen te adopteren, overeenkomstig artikel 362-1 van het Burgerlijk Wetboek, stuurt ze deze aanvraag aan de erkende instellingen voor de interne adoptie.

Indien een kind door één of meer personen kan worden geadopteerd die hun gewone verblijfplaats in het buitenland hebben, licht de adoptie-instelling de C.A.G. er over in, die deze informatie aan de federale centrale autoriteit bezorgt.

**Art. 48.** Wanneer, in het kader van het maatschappelijk onderzoek bedoeld in artikel 1231-35 van het Gerechtelijk Wetboek, de C.A.G. geraadpleegd wordt, vraagt ze aan de adoptie-instelling om een psycho-medisch-sociale studie betreffende het kind bedoeld in artikel 47 uit te voeren.

De Regering bepaalt het model van de psycho-medisch-sociale studie.

Deze studie benadrukt de specifieke behoeften van het kind ten opzichte van de overwogen adoptie.

### **TITEL VII. — Het beheer van de dossiers en archieven**

**Art. 49.** De C.A.G. en de adoptie-instellingen bewaren de informatie, waarover ze beschikken, over de oorsprong van het adoptiekind, inzonderheid deze die betrekking heeft op de identiteit van de moeder en de vader alsook van deze die betrekking heeft op het medisch verleden van het adoptiekind en zijn gezin.

De dossiers waarover ze beschikken mogen geraadpleegd worden door elke adoptiepersoon of door zijn vertegenwoordiger, overeenkomstig artikel 368-7 van het Burgerlijk Wetboek en de Belgische wet.

**Art. 50.** Ingeval van intrekking van de erkenning, van stopzetting van de activiteiten of van ontbinding van de instelling worden de dossiers van de adoptanten, die niet hebben kunnen worden afgesloten, en de archieven betreffende de adoptie binnen de maand aan de C.A.G. door de adoptie-instelling overgebracht.

## TITEL VIII. — Wijzigings- opheffings- overgangs- en slotbepalingen

**Art. 51.** § 1 van artikel 27 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd wordt aangevuld als volgt : «, met uitzondering van de materie betreffende de adoptie.»

Een § 5 wordt toegevoegd aan artikel 46 van dit decreet, luidend als volgt : «De Commissie voert ook opdrachten uit die haar worden toevertrouwd door artikel 15 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de adoptie.»

**Art. 52.** Een punt 59 wordt toegevoegd aan de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap :

Benaming van het Begrotingsfonds	Aard van de bestemde ontvangsten	Voorwerp van de uitgaven waarvoor machtiging werd verleend
Fonds voor adoptie (van het type A)	Ontvangsten uitgaande van de kandidaat-adoptanten in het kader van het decreet betreffende de adoptie voor hun deelname aan de voorbereidingscycli voor adoptie, omkadering van hun aanvraag om adoptie door een adoptie-instelling en door de Centrale Autoriteit van de Gemeenschap.	Organisatiekosten van voorbereidingscycli voor adoptie, subsidies toegekend aan adoptie-instellingen en werkingskosten van de Centrale Autoriteit van de Gemeenschap.

**Art. 53.** Worden opgeheven :

- 1° artikel 50 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, zoals gewijzigd door het decreet van 6 april 1998, en artikel 61 van het decreet van 4 maart 1991;
- 2° het besluit van 11 juni 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning van de adoptie-instellingen, zoals gewijzigd door de besluiten van 2 maart 2000 en 4 juli 2002;
- 3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juli 1992 houdende oprichting van de overheid voor internationale adoptie van de Franse Gemeenschap;
- 4° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 oktober 1999 houdende aanstelling van de leden van de overheid voor internationale adoptie van de Franse Gemeenschap;

**Art. 54.** Om zijn erkenning te kunnen bewaren voor een termijn van twee jaar op basis van dit decreet moet de adoptie-instelling, die definitief erkend wordt op de datum van inwerkingtreding van deze, overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 betreffende de erkenning van de adoptie-instellingen, aan de Regering, binnen de twee maanden van zijn inwerkingtreding, bevestigen dat zij aanvaardt te voldoen aan de erkenningsvoorwaarden en het geheel van de opdrachten bedoeld in Titel V, Hoofdstuk II, Afdeling 2 en Afdeling 3, en aan de Titels VI en VII te voeren.

De adoptie-instelling licht binnen dezelfde termijn de Regering in over haar wens om haar opdrachten voort te zetten ofwel voor de interne adoptie, ofwel voor de interlandelijke adoptie, ofwel voor beide.

Om zijn opdrachten voort te kunnen zetten zowel voor de interne adoptie als voor de interlandelijke adoptie moet de adoptie-instelling gemiddeld ten minste twintig per cent van elk type adoptie bewijzen tijdens vijf jaren die voorafgaan aan de inwerkingtreding van dit decreet.

Uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van deze termijn van twee jaar kan de adoptie-instelling de hernieuwing van haar erkenning op basis van artikel 15 aanvragen.

**Art. 55.** Onverminderd de toepassing van artikel 19 bewaren de adoptie-instellingen die erkend worden op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, tot de hernieuwing van hun erkenning, de toelating voor de lopende medewerkingen met een vreemd land, een territoriale entiteit van een vreemd land of een tussenpersoon in het buitenland waarvan ze de instemming van de minister hebben gekregen die bevoegd is voor hulpverlening aan de jeugd, overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999.

**Art. 56.** Dit decreet treedt in werking op de datum vastgesteld door de Regering.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 31 maart 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,  
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang  
en de Opdrachten toegewezen aan de «O.N.E.»,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,  
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota

(1) *Zitting 2003-2004*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 509-1. — Commissieamendementen, nr. 509-2. — Verslag, nr. 509-3. — Vergaderingsamendementen, nr. 509-4.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 23 maart 2004.